**Chapitre 2. La mise en oeuvre de la « Solution Finale » en Allemagne et à l’Est**

1. **L’Altreich (**« vieux Reich »), **et le protectorat de Bohème-Moravie**
2. **Automne 1941. Les premières déportations**
3. **La décision d’Hitler**

Ainsi qu’on l’a vu précédemment, les premières déportations de juifs remontent au 15 octobre 1941. Depuis l’été 1941, plusieurs Gauleiter poussaient pour la déportation des juifs de leurs domaines de pouvoir, qui aurait permis à la fois de se débarrasser de l’ennemi de l’intérieur, tout en mettant à disposition des ressources économiques à exproprier et à mettre à disposition de la population (Voir les thèses de Götz Aly dans « Hitlers Volksstaat », et rappelons que le 16 septembre 1941, peu avant sa décision de déporter 60.000 juifs de l’Altreich, Hitler avait reçu le Gauleiter Kaufmann de Hambourg, qui demandait la déportation des juifs, afin de libérer des appartements pour les familles allemandes victimes des bombardements). La décision d’Hitler survient vraisemblablement le 17 septembre 1941, et la mise à exécution des déportations est retardée de quelques semaines en raison du déroulement des opérations à l’Est.

1. **Mettre les juifs en marge de la société**

A l’automne 1941, les différentes instances de pouvoir nazi (le ministère de la justice, des finances, et le RSHA) mettent en place un arsenal de mesures juridiques qui étendent la persécution des juifs et les mettent en marge de la société. Ces mesures, qui ôtent aux juifs toute possibilité de recours légal, accompagnent et facilitent ainsi les déportations.

- Des mesures visent les juifs à séparer les juifs du reste de la population, comme ces dispositions qui leur interdit quasiment l’utilisation des transports en commun. La plus importante de ces mesures est l’obligation du port de l’étoile de jaune par les juifs de l’Altreich, en date du 19 septembre 1941 (et qui étend au Reich une mesure en vigueur depuis 1939 dans le gouvernement général).

- D’autres mesures aboutissent à exclure les juifs de l’Etat de droit : les travailleurs juifs peuvent être licenciés sans recours légal, et tout crime commis par des juifs (au des polonais) est passible pratiquement directement de la peine de mort.

- Le point culminant de ces mesures concerne le droit à la nationalité et la propriété : il est décrété que les juifs allemands résidant en dehors du territoire de l’Altreich seront déchus de la nationalité allemande et que leurs propriétés seront confisquées par l’Etat. Or, le Warthegau, le gouvernement général et les territoires russes vers lesquels on déporte les juifs sont en dehors de l’Altreich. Cette mesure est donc la caution légale des déportations : les juifs déportés cessent d’exister légalement.

1. **Les premières déportations**
2. **L’organisation des départs**

Les déportations menées dans l’Altreich ou dans le protectorat étaient organisées de façon tout à fait systématique et planifiée. Les bureaux locaux de la communauté juive, la Reichsvereinigung (l’organisation des juifs du Reich à laquelle l’inscription était obligatoire) était informée à l’avance de la date des déportations. Les bureaux locaux de la Gestapo recevaient les listes de noms de la Reichsvereinigung et décidaient qui inclure dans le transport. Ceux qui étaient désignés pour le départ recevaient un numéro de série et informés par la Reichsvereinigung ou par la Gestapo des procédures légales concernant l’expropriation de leurs biens, le poids autorisé pour les bagages, etc., et la date à laquelle ils devaient être prêts. Il leur éta it interdit de quitter leur domicile jusqu’à la date de déportation, sans une permission spéciale des autorités. Pour se soustraire à la déportation, certains choisirent la voie du suicide : Par exemple, 19 juifs qui auraient du partir avec le premier transport de Vienne à Lodz le 15 octobre se suicidèrent en sautant par les fenêtres, par asphyxie, pendaison, tablettes somnifères, noyades, ou autres. En l’espace de 3 semaines, la Gestapo de Vienne rapportait 85 tentatives de suicide. A Berlin durant les 3 derniers mois de 1941, environ 250 juifs se suicidèrent.

Le jour du départ, ces juifs étaient rassemblés par la Schutzpolizei, et conduits à pied ou en camion, jusqu’aux zones de transit où ils devaient attendre, parfois plusieurs jours, avant d’être conduit dans les gares, souvent en plein jour et sous les regards des populations locales (qui dans bien des cas manifestaient leur joie). Durant le transport vers l’Est, les convois étaient gardés par la Schupo. Les passagers n’étaient pas informés de leur destination.

1. **L’arrivée**

A partir du 15 octobre 1941, une première vague de convois transportant 20.000 juifs fut dirigée vers Lodz. A partir du 8 novembre, les convois furent dirigés vers le Reichskommissariat Ostland (pays baltes et Biélorussie, cad surtout vers Riga, Kaunas, et Minsk).

Dans bien des cas, la population juive locale avait été massacrée (par fusillades) dans les semaines ou les jours précédents pour faire place aux nouveaux arrivants. Par exemple, à l’arrivée d’un convoi de juifs parti de Düsseldorf le 11 décembre 1941, les arrivants furent conduits à marche forcée par des auxiliaires SS lettons dans un quartier de huttes en bois, sans eau ni électricité, dont les habitants avaient disparu. Les maisons semblaient abandonnées comme si un pogrom venait d’avoir lieu. Un officier du SD confirma en effet qu’il s’agissait du ghetto russe dont les habitants avaient été massacrés début novembre 1941, et montra aux arrivants une pille de cadavres. Dans d’autres cas, comme à Lodz, les juifs locaux n’avaient pas encore été massacrés et juifs allemands et polonais vivaient dans des quartiers séparés. C’est seulement à mesure que les déportés de l’Altreich arrivaient et que les camions à gaz de Chelmno commençaient leurs opérations que les juifs locaux commencèrent à disparaître (les autorités du ghetto furent ainsi invitées le 6 décembre à mettre à disposition des allemands 10.000 travailleurs pour déploiement à l’extérieur du ghetto).

Les 25 et 29 novembre à Kaunas et le 30 novembre à Riga, des déportés arrivant de l’Altreich furent conduits directement au massacre – par balles - par les SS et la Sipo locales. Il s’agissait apparemment d’une initiative des autorités locales, en premier le HSSPF Ostland Jeckeln. Himmler mis un terme à ces exécutions. Le sort qui attendait les déportés dans cette première phase des déportations était essentiellement la ghettoïsation.

1. **Radicalisation de la politique antijuive (mai - septembre 1942)**
2. **La crainte de l’ennemi intérieur (mai 1942)**

A l’automne 1941, et malgré les premières vagues de déportations, il apparaissait impossible, même aux nazis les plus radicaux, de débarrasser le territoire du Reich de l’ensemble de la population juive. Ce qui posait problème, c’était l’existence de catégories de juifs exemptés pour le moment de déportation : en premier les familles des travailleurs juifs employés dans l’industrie de guerre (un accord avait été passé avec les industries à l’automne 1941), ainsi que les personnes âgées (qui représentaient un tiers de la population juive subsistante).

Deux évènements surviennent en mai 1942, qui contribuent à une accélération du passage au meurtre des juifs déportés de l’Altreich vers les territoires de l’Est.

1. Le 18 mai 1942, un attentat est commis en plein cœur de Berlin contre une exposition de propagande sur l’Union soviétique. L’attentat ne fait pas de victimes et les dégâts ne sont que mineurs, mais il s’avère que les auteurs de l’attentat étaient des « juifs communistes ».
2. Le 27 mai 1942, Heydrich est victime d’un attentat sur la route de l’aéroport de Prague

Ces deux évènements accréditent dans les cercles du pouvoir la crainte d’une « recrudescence des attentats » (journal de Goebbels), la menace d’une insurrection intérieure qui – aux yeux des nazis – ne peut être naturellement que fomentée par les juifs.

Le 23 mai, lorsque Goebbels rencontre Hitler et l’informe de l’attentat du 18, le Gauleiter de Berlin (qui poussait depuis l’automne pour faire déporté les 40.000 juifs restants dans la capitale « effrontés et séditieux ») obtient du Führer un accord qui fait passer les nécessités économiques au second plan par rapport à la sécurité du Reich. Le 29 mai, Hitler décide d’inclure dans les déportations à l’Est non seulement les familles des travailleurs, mais aussi ces travailleurs eux-mêmes.

1. **Extension de la persécution à l’ensemble de la population juive**

Au printemps 1942, on a donc franchi un palier dans la radicalisation de la politique antijuive, en décidant de déporter l’ensemble de la population juive du Reich et de soumettre à ce régime commun les différentes catégories de juifs jusque là exemptées. Cette décision de principe se traduit par une série de nouvelles mesures prises à l’été et l’automne 1942, tandis que les déportations se poursuivent.

A l’été 1942, Hitler durcit ses positions sur la question des *Mischlinge,* les demi-juifs (de divers de degré) jouissant de statuts particuliers depuis les lois de Nuremberg. Sans rentrer ici dans les détails de cette taxonomie (tenant en fait de critères religieux et identitaires plutôt que raciaux), il faut souligner ici que cette radicalisation est symbolique d’une volonté d’inclure à présent l’ensemble de la population juive dans la persécution. Il apparaît à présent intolérable que des *Mischlinge* servent dans la Wehrmacht, etc… A l’été 1942, Himmler lance des projets de recherche visant à découvrir des procédés permettant de stériliser l’ensemble des *Mischlinge* sans qu’ils ne s’en rendent compte. Le 16 octobre 1942, au cours d’une conférence du RSHA, Eichmann annonce qu’il va bientôt être possible de stériliser tous les métis, ce qui rendrait une déportation inutile. Mais en réalité les pseudo-recherches lancées par Himmler sont fantaisistes et vaines, ne débouchant sur rien de concret. Finalement, en octobre 1943, Hitler et Thierack, ministre de la justice, décident de ne pas toucher aux *Mischlinge* jusqu’à la fin de la guerre.

Il en va de même des juifs vivant en couple mixte (que Hitler considère comme un problème mineur et concernant les milieux artistiques) – au bout du compte, ceux-ci seront presque complètement exemptés des déportations (voir le cas Klemperer). Ce n’est qu’au début 1945 que le RSHA lance des opérations contre eux, vouées à une relative inefficacité dans le contexte de la fin de la guerre. (1600 seront quand même envoyés à Theresienstadt)

Enfin, l’offensive légale visant à exclure les juifs de l’Etat de droit reprendre à l’été/automne 1942. Le 22 juillet 1942, Goebbels, un des moteurs les plus importants de la politique antijuive, prononce un discours devant le *Volksgerichtshof*, le tribunal du peuple, où il annonce que « le juif ne doit avoir aucun pouvoir légal, aucun droit de faire appel », il rappelle aux juges que leur tâche dans la lutte contre l’ennemi juif est avant tout politique. Le 20 août, Otto Thierack, président du Volksgerichtshof qui s’était félicité de la ligne directrice donnée par Goebbels, est nommé ministre de la justice. Le 20 septembre 1942 a lieu une réunion interministérielle qui concerne surtout la coordination entre Himmler et le ministère de la justice : dorénavant, les juifs ne pouvaient faire appel d’aucune décision administrative ou de police, et pratiquement de toute possibilité de porter plainte contre un tiers. A leur mort, leurs biens reviendraient à l’Etat : les juifs se trouvent pratiquement abolis en tant qu’êtres de droit et soustraits à la protection de la loi. D’autres mesures analogues suivront, complétant la formalisation juridique de ce dispositif.

1. **La déportation des travailleurs juifs**

Reste la question des travailleurs juifs. Le 29 mai, Hitler a décidé en principe de leur déportation, qui doit se dérouler en parallèle avec leur remplacement par les travailleurs européens (surtout de l’Est) que Fritz Sauckel a été chargé de mobiliser (le plus souvent de force) dans toute l’Europe. A la fin juillet 1942, Sauckel a déjà intégré 1,6 million de travailleurs étrangers dans le dispositif de production (essentiellement pour remplacer la main d’œuvre allemande mobilisée dans l’armée pour boucher les trous). Le 22 septembre 1942, Hitler annonçait à Himmler qu’il s’opposait à son projet d’utiliser des travailleurs juifs (fussent-ils étrangers) sur le territoire du Reich. Le 28 septembre 1942, Himmler annonçait à Glücks, chef de l’IKL, qu’il lui fallait immédiatement débarrasser les camps de concentration situés sur le territoire du Reich de leurs prisonniers juifs (de toute façon peu nombreux). Le même jour, dans une conversation entre Hitler et Goebbels, le Führer annonçait à nouveau sa volonté de débarrasser le Reich des travailleurs juifs, et déclarait qu’il serait facile de les remplacer par des travailleurs étrangers (il y avait déjà selon lui 240.000 travailleurs étrangers à Berlin, et seulement 17.000 juifs prétendument indispensables).

A l’automne 1942, Sauckel mettait en point, de concert avec le RSHA, des plans pour le remplacement des travailleurs juifs par des travailleurs polonais. Dans le cadre des projets de colonisation et de germanisation lancés par Himmler dans le district de Zamosc, les habitants polonais de la région de Lublin devaient être déplacés pour faire place à des *Volksdeutsche*. Les polonais auraient été triés selon leur valeur raciale puis mis au travail, soit dans des camps de concentration, soit directement en Allemagne, remplaçant ainsi les travailleurs juifs. Mais il appert très rapidement que ce projet est un échec : les polonais s’enfuyaient avant d’avoir été raflés et triés par les autorités allemandes. Au 31 décembre 1942, à peine 1300 travailleurs polonais avaient été transférés à Berlin (à comparer avec les 40.000 travailleurs juifs de Berlin).

L’accélération des déportations hors de la capitale à partir de décembre 1942 et de janvier 1943 ne trouvait donc pas sa source dans les accords de remplacement de la main d’œuvre mis en place par Himmler et Sauckel. On déportait les juifs sans les remplacer. Cette radicalisation trouvait surtout son origine dans l’influence croissante de Goebbels (toujours pressé de purger sa ville). Après la défaite de Stalingrad, le poids de Goebbels, instigateur de la politique de « guerre totale », au sein de l’appareil d’Etat, allait en s’accroissant. Fin janvier, au cours d’entretiens avec Hitler, Goebbels obtenait une décision définitive sur les déportations des juifs berlinois. Il se fixait jusqu’à la fin mars 1943 pour en finir avec les juifs berlinois. Fin février-début mars 1943 commençaient ces rafles et ces déportations, à Berlin et dans d’autres villes allemandes (on parle de « Fabrik-Aktion », action-usine, pour faire référence à la déportation des juifs travaillant dans les industries de guerre : environ 20.000 déportés dans l’ensemble du Reich). Les déportés furent dirigés sur Auschwitz et gazés directement à l’arrivée. On arrêta également des juifs vivants en couple mixte, mais ainsi qu’on l’a dit, ceux-ci furent finalement relâchés.

**Conclusion – Bilan des déportations**

D’après Florent Brayard : à Wannsee, Heydrich avait donné le chiffre de 250.000 personnes comme estimation de la population juive du Reich et du protectorat. Un an plus tard, au début 1943, le statisticien de la SS Richard Korherr donnait le chiffre de 75.000 juifs encore présent dans le Reich (et ce avant la « Fabrik-Aktion »). En un an, environ 175.000 juifs avaient été déportés. Sachant que les convois comportaient environ 1000 juifs chacun, il aurait donc suffit de moins de 200 convois de déportés pour réduire de 70% la population juive du Reich.

Dieter Pohl propose d’autres chiffres : entre le début des déportations à l’automne 1941 et la fin de l’année 1942, 218.000 juifs du Reich et du protectorat auraient été déportés au total. (avant la Fabrik-Aktion donc).

Jusqu’à la rupture et la radicalisation du printemps 1942, ces juifs étaient essentiellement déportés dans les ghettos des pays baltes, de Minsk et de Lodz – où les populations juives locales étaient éliminées. A partir du printemps 1942, on passe à l’extermination de ces juifs du Reich déportés et ghettoïsés. Par balles à Riga à Minsk (avec sans doute des convois vers les sites d’extermination). A Lodz, ils sont éliminés dans les camions à gaz de Chelmno. Ce n’est qu’à la fin de juin 1942 qu’on peut retracer l’envoi d’un convoi direct de Vienne au site d’extermination de Sobibor. A partir de décembre 1942, beaucoup des déportations conduisirent les juifs vers un autre site d’extermination : Auschwitz.

Le Camp/Ghetto de Theresienstadt, sur le territoire du protectorat, servait essentiellement de trompe l’œil pour l’opinion publique, de village Potemkine. Pour les juifs « privilégiés », décorés de la Grande Guerre ou personnes âgées de plus de 60 ans, on pouvait difficilement justifier à l’opinion un déplacement à l’Est « pour le travail ». Theresienstadt constituait donc une façade censée montrer comment on « réimplantait » les juifs. D’ailleurs, le RSHA – cherchant à financer la déportation des juifs en les expropriants de leurs propres biens – trompa certains déportés en leur vendant des « propriétés » censées exister sur le site de leur réimplantation. Theresienstadt servit aussi de camp de transit pour des juifs allemands, autrichiens ou tchèques, sur le chemin des camps de la mort. Et du fait des mauvaises conditions alimentaires et sanitaires la mortalité y monta en flèche, dépassant celle de certains camps de concentration : 33.000 juifs moururent à Theresienstadt.

En juin 1943 (effectivement un an après le discours prononcé par Himmler aux funérailles de Heydrich), la « Solution Finale » apparaissait pratiquement atteinte sur le territoire du Reich et du protectorat. A part les *Mischlinge*, seuls les juifs mariés en couples mixtes (*Mischehen*) pouvaient encore continuer à vivre sur le territoire du Reich : environ 20.000 personnes. Des milliers d’autres se cachaient, surtout dans l’anonymat des grandes villes.

1. **La Pologne occupée : le Gouvernement Général**
2. **De la transplantation à l’extermination**
3. **La question juive en Pologne occupée**

Pour comprendre les origines de l’extermination des juifs en Pologne occupée, il faut remonter aux années 1939/1940.

1. **Un territoire stratégique**

La Pologne occupée – le Gouvernement Général – occupait une place importante dans les stratégies allemandes pour deux raisons, très étroitement mêlées : 1) Le pays avec la plus nombreuse communauté juive (environ 3,5 millions en septembre 1939), placée dès 1939 sous la domination allemande 2) Le pays au centre des stratégies allemandes de germanisation et de colonisation à l’Est, les déplacements de populations dont était chargé Himmler depuis octobre 1939, en qualité de RKFDV. (Même si la germanisation et la réimplantation de *Volksdeutschen* (notamment issus des pays baltes devaient se faire en priorité dans le Warthegau, cad les zones annexées directement au Reich, et non dans le Gouvernement Général.)

1. **Deux années de plans infructueux**

Depuis 1939 et les premiers crimes des *Einsatzgruppen* (dirigés cependant en priorité contre l’Intelligentsia polonaise), la population juive de Pologne devait la cruauté de l’occupation allemande. Le travail forcé devient obligatoire pour les personnes de plus de 16 ans dès le début de l’occupation : les occupants réquisitionnent des « Arbeitskommandos ». A partir de 1940, surtout autour de Lublin, on crée des camps de travail (Arbeitslager) pour les juifs.

Dès 1939-40, le Gouvernement Général se trouve au milieu des plans allemands de remodelage ethnique et territorial. Le RSHA envisage de rassembler les populations juives dans une « réserve » située à l’Est de la zone d’occupation allemande, on pense à Cracovie ou surtout Lublin (le plan Nisko, octobre 1939-avril 1940). Les administrations des territoires directement annexés au Reich, la haute-Silésie, le Warthegau, et le Gau de Danzig-Westpreußen, veulent utiliser le Gouvernement Général comme « décharge » pour les populations expulsées (juifs et polonais) pour faire place aux colons allemands. L’administration du GG s’oppose à ses plans de transfert, qui rendraient la situation démographique, alimentaire, sanitaire et sécuritaire intenable.

A la fin de l’année 1940, il apparaît clair aux autorités du GG que la perspective de se débarrasser des populations juives à court terme est illusoire : les plans de réserve juive ont échoué, tout comme la perspective d’une déportation à Madagascar. Il faut trouver une solution pratique immédiate pour la gestion des populations juives. Le mouvement de ghettoïsation des juifs, qui avait existé depuis le début à la faveur des initiatives de quelques fonctionnaires locaux, se généralise au printemps 1941 : on observe une vague de construction de ghettos, même si ce n’est pas une procédure systématique et que la décision dépend des autorités locales.

Les raisons de la ghettoïsation sont diverses :

-isoler les juifs de la population permet de les regrouper en vue d’un futur transport

- placer les populations juives sous l’autorité d’un *Judenrat* permet de transmettre les ordres de l’occupant et facilite l’administration et la persécution

- le regroupement des juifs dans des ghettos permet de saisir le reste de leurs biens, notamment immobiliers et commerciaux (exproprier et aryaniser, en se servant au passage)

-certains espéraient sans doute déjà une extermination lente du fait des mauvaises conditions de vie / d’autres responsables misaient vraiment sur une autonomie de gestion du ghetto, que l’on pourrait par ailleurs exploiter

-finalement, raisons de sécurité : en vue de l’invasion de l’URSS, des troupes allemandes étaient stationnées en Pologne en nombre croissant. Dans la paranoïa nazie, faisant des populations juives une source de subversion et de révolte, il fallait les cantonner et les contrôler.

**2) Le démarrage de l’extermination**

* 1. **La situation fin 1941**

Avec l’avancée allemande en territoire soviétique, de nombreux fonctionnaires d’occupation espéraient à nouveaux pouvoir repousser les juifs plus à l’Est (dans le cadre d’une extermination par le travail, qui était dans l’air du temps avec les projets fumeux et imprécis de l’automne 1941 ou ne peut pas dire dans quelle mesure ce terme était déjà un nom de code cachant une extermination rapide ou si ceux qui l’employaient y croyaient réellement : voir les déclarations de Heydrich en octobre 1941 – de toute façon il n’y a pas de réponse unique à cette question).

Les autorités du GG poussaient de plus en plus pour des solutions radicales : ils étaient eux-mêmes responsables de la détérioration des conditions de vie de la population juive, puisqu’ils l’avaient entassée dans les ghettos, mais se plaignaient à présent du danger que représentaient ceux-ci : foyer d’épidémies et de subversion menaçant le reste de la population et les arrières de la Wehrmacht.

Or, à partir de septembre-octobre 1941 et avec la fin des espérances d’un succès rapide en Russie, il apparaissait clair que la perspective d’une déportation repoussant encore plus à l’Est les juifs s’évanouissait. Au même moment, commençaient à affluer vers l’Est les premières vagues de juifs déportés du Reich et du protectorat.

* 1. **Premiers essais d’extermination**

En octobre 1941, le Gauleiter du Warthegau Arthur Greiser, qui jouissait de relations privilégiées dans les hautes sphères du régime, avait déjà obtenu la permission de procéder à la liquidation des juifs de son secteur….d’autant que les premières vagues de déportations du Reich étaient dirigées vers le ghetto de Lodz, déjà surchargé de juifs locaux et où il fallait faire place. Un site d’extermination commence à être mis en place à Chelmno, à 70km de Lodz, avec le transfert de camion de gazage gérés par le personnel de l’Aktion T4 (rompu aux techniques de meurtre dans le cadre de l’ « euthanasie »).

A partir d’octobre 1941, des préparatifs sont pris pour la liquidation des juifs du gouvernement général. Le 13 octobre, Himmler rencontre ses représentants dans le GG, Friedrich Wilhelm Krüger (HSSPF) et Odilo Globocnik (SSPF de Lublin, homme de confiance de Himmler). C’est apparemment là qu’il aurait ordonné la construction du site d’extermination de Belzec, près de Lublin, qui commence en novembre 1941.

C’est dans ces conditions que le 20 janvier 1942, lors de la conférence de Wannsee, le secrétaire d’Etat Josef Bühler, représentant de Hans Frank, gouverneur général, intervient en réclamant que l’on commence les opérations d’ « évacuation » des juifs par le Gouvernement Général, zone prioritaire (on ne peut pas savoir si Bühler croyait vraiment encore à une quelconque évacuation ou si il désignait là clairement l’extermination systématique – ni savoir si Heydrich lui avait parlé des opérations de gazage en cours à Chelmno [dans le Warthegau et non pas le GG] depuis décembre, ni des préparatifs à Belzec)

On observe déjà dans cette première phase une interaction entre les instances de pouvoir locales et les organes centraux du pouvoir nazi où se décide le génocide.

* 1. **Idéologie et planification – un bref retour historiographique**

On a vu ici rapidement comment la question juive en Pologne ne peut être comprise si on la traite de façon séparée, en ne l’insérant pas dans la trame d’ensemble des projets de colonisation et de déplacement de populations caractérisant l’occupation allemande à l’Est. Les décisions prises sur le sort des populations juives ont évolué en fonction du cadre d’ensemble de la politique d’extension de l’ « espace vital », des contraintes de cette politique (déplacer les juifs pour faire place à d’autres) et des possibilités que celles-ci offraient (l’éventualité d’expulser les juifs plus à l’Est). Lorsque l’expulsion n’a plus été possible, il ne restait plus que l’extermination.

C’est en gros ce que démontrait en 1991 un ouvrage du journaliste et historien allemand Götz Aly, *Vordenker der Vernichtung* (traduit par « les architectes de l’extermination »). Ce livre avait le mérite d’insister d’une façon assez novatrice sur le rôle des planificateurs universitaires et des fonctionnaires chargés du remodelage ethnique de la Pologne et de l’Europe de l’Est, et de montrer comment l’extermination des juifs ne pouvait pas être comprise en dehors de ce contexte.

Mais le livre avait aussi les défauts de ses qualités, représentatif de la démarche d’un Götz Aly aux thèses souvent éclairantes mais poussées trop loin. Ainsi dans cet ouvrage, Aly et sa coauteur Susanne Heim allaient jusqu’à faire de ce contexte structurel (le remodelage ethnique et les mouvements de population) l’unique élément explicatif de la décision du génocide, qui relevait selon eux d’un calcul rationnel lié à l’aménagement de l’espace et des ethnies. Ils occultaient quasi totalement l’antisémitisme et l’idéologie nazie. Ils transformaient ainsi en « pourquoi » des éléments explicatifs certes essentiels, mais qui ressortent surtout du « comment ».

Ce rappel sur un moment important de l’historiographie (l’étude de Aly et Heim était tout de même très novatrice en 1991 malgré ses excès) nous permet de rappeler que l’idéologie antisémite et la planification bureaucratique du génocide (qui répond souvent à des critères « logiques ») ne sont pas des éléments contradictoires, mais complémentaires.

1. **Les 6 premiers mois de 1942**
2. **Les deux premières vagues de déportations**

Le 16 mars 1942 commence la liquidation des premiers ghettos, d’abord à Lemberg et Lublin. Belzec est situé à mis distance sur la ligne de chemin de fer Lemberg-Lublin. On déporte les communautés les unes après les autres, le long de cette voie ferrée. Le 17 mars 1942 commence les gazages à Belzec, directement à la sortie des trains.

En mars 1942 est édifiée l’installation de Sobibor, à 65 km au Nord-est de Lublin, qui ouvre après un moi, en mai. On se met à déporter systématiquement, d’une circonscription à l’autre. Fin mai, c’est au tour des juifs du district de Cracovie d’être déportés à Belzec.

Après le printemps 1942, le processus d’extermination connaît une pose. On reconstruit à neuf la chambre à gaz de Belzec pour faire face à l’accroissement du nombre des déportés. Puis l’extermination reprend. Enfin, elle fait une nouvelle pose à partir du 19 juin 1942 : les transports de la Reichsbahn sont interrompus à cause de l’offensive d’été sur le front de l’Est, qui a la priorité.

D’après Florent Brayard, les 2 vagues de déportation (mi-mars/fin avril ; mai-juin) avaient fait chacune 75.000 victimes, soit un total de 150.000 juifs exterminés dans le premier semestre 1942.

1. **Le passage à l’extermination totale**

Une série d’éléments, d’indices, permettent aux historiens de conclure qu’une radicalisation des plans d’extermination intervient autour de juin 1942 – au moment où Himmler prononce son discours aux funérailles de Heydrich où il promet d’achever la Solution Finale en l’espace d’une année.

A la fin mars 1942, Goebbels notait dans son journal que l’on liquiderait 60% des juifs du GG, et que 40% seraient utilisés pour le travail. De même, au printemps 1942, certaines mesures semblaient être prises pour préserver la main d’œuvre juive travaillant dans le GG. On voulait remplacer la main d’œuvre polonaise déportée dans le Reich dans le cadre de l’organisation Sauckel par de la main d’œuvre juive. La population juive était triée en trois catégories, A, B, et C, en fonction de sa capacité de travail – des éléments les plus indispensables à ceux incapables de travailler : la catégorie C, arbeitsunfähig, étant vouée prioritairement à l’extermination. Les juifs capables de travailler et préservés de la liquidation des ghettos auraient été regroupés dans des camps de concentration dans le GG, et mis au travail. F.W. Krüger promettait encore aux administrateurs préoccupés par la perte de la main d’œuvre juive (stt la Wehrmacht), que l’on conserverait les travailleurs juifs indispensables aux industries de l’armement et leurs familles.

Mais les évènements de mai 1942 changèrent la donne et provoquèrent une radicalisation des programmes exterminateurs, d’une façon analogue à celle que l’on a vue à l’œuvre pour la déportation et le meurtre des juifs du Reich. A partir de juin 1942, il était décidé au plus niveau de se passer de la main d’œuvre juive (c’est d’ailleurs la preuve des limites des hypothèses comme celles de G.Aly qui mettent uniquement la rationalité des planifications nazies sans voir que ces plans rationnels entretenaient une relation dialectique avec l’idéologie).

Le 19 juillet, Himmler communiquait à Krüger un ordre d’extermination qui concernait à présent l’ensemble de la population juive du GG. *« J’ordonne que l’évacuation de la totalité de la population juive du gouvernement général soit menée à bien et achevée d’ici au 31 décembre 1942. Au 31 décembre 1942 ne doit plus résider dans le GG quelque personne d’origine juive que ce soit. En sont exceptées les personnes qui résident dans les camps de rassemblement de Varsovie, Cracovie, Czestochowa, Radom, Lublin. Tous les autres gisements de travail qui employaient une force de travail juive doivent d’ici là être fermés, ou, dans le cas où leur fermeture n’est pas possible, devront être transférés dans l’un de ces camp de rassemblement. »* Le plan s’était radicalisé et la proportion de travailleurs à préserver – de façon provisoire – avait diminué considérablement. Il ne s’agissait plus des 40% mentionnés en mars, mais (d’après les calculs des historiens utilisant différentes sources), de 15% seulement de la population juive encore vivante dans le GG à l’été 1942 (300.000 sur 1,5 millions)

1. **Les mois les plus terribles – deuxième semestre 1942**
2. **Escalade de la Solution Finale dans tous les territoires occupés**

A la fin de 1942, les chiffres indiqués par Himmler à l’été avaient été respectés, les objectifs remplis. En même temps que les juifs de Pologne étaient liquidés arrivaient aussi les trains de l’Europe de l’Ouest tandis que des vagues de massacres par balles s’abattaient sur les territoires soviétiques occupés (on reviendra plus en détail plus tard). En 18 semaines à peu près, entre juillet et novembre 1942, 2 millions de juifs furent assassinés (ce qui veut dire que chaque jour mouraient l’équivalent des 30.000 personnes fusillées lors du massacre de Babi Yar (les juifs de Kiev) en Ukraine le 29 et 30 septembre 1941).

1. **Le déroulement des déportations et de l’extermination**

Les 19 juillet, Himmler était à Lublin, donnant l’impulsion à la radicalisation du génocide. Il ordonna la déportation des juifs du ghetto de Varsovie. Le 20 Himmler quittait Lublin et le 22 juillet partaient les premiers convois à destination de Treblinka. En quelques semaines au moins 250.000 juifs de ce qui avait été le plus grand ghetto furent exterminés. Les autorités juives, sommés par les nazis de mettre à disposition chaque jour 5000 victimes pour le transport, se trouvaient dans une position intenable, à l’image du suicide du président du Judenrat de Varsovie, Adam Czerniakow.

Lors des liquidations de ghetto, les juifs étaient rassemblés sur une place (*l’Umschlagplatz* du ghetto de Varsovie par ex) où s’effectuait le tri. Pour attirer la population, on utilisait des stratagèmes (par ex à Varsovie on avait promis que ceux qui se présentaient volontaires recevraient une meilleure ration alimentaire). Au début, les juifs du ghetto croyaient qu’il s’agissait de recruter des commandos de travail, ou d’une nouvelle expulsion. Les allemands essayaient d’empêcher la diffusion des rumeurs sur l’extermination jusqu’au ghetto, même si cela était inévitable (encore fallait-il que celles-ci soient ensuite crues). La police, mais aussi les autorités responsables du travail et les entrepreneurs allemands procédaient à la sélection, décidant qui devait vivre ou mourir : les enfants et les vieillards n’avaient pratiquement aucune chance d’échapper à la déportation, les femmes beaucoup moins de chance que les hommes en âge de travailler (de toute façon, on était toujours au moins à 75% de déportés dans toutes les classes d’âge).

Venaient ensuite le transport dans les trains de la Reichsbahn : 150 personnes pour chaque wagon à bestiaux, ne pouvant donc même pas bouger. Une partie d’entre eux étaient morts avant même l’arrivée sur les sites d’extermination. A l’arrivée des trains, le personnel des camps, en grande partie des auxiliaires ukrainiens, poussaient violemment les juifs hors des wagons. Les wagons restaient pleins des cadavres de ceux qui n’avaient pas survécu au voyage. Il n’y avait pas de sélection dans les camps de l’Aktion Reinhard (contrairement à ce qui se passait dans les camps mixtes concentration/extermination de l’IKL comme Auschwitz et Majdanek). Restaient temporairement en vie seulement quelques personnes travaillant dans les *Sonderkommando* assurant la bonne marche des camps (le déblaiement des cadavres, etc). Les victimes étaient ensuite dépouillées de leurs possessions et déshabillées, on leur rasait aussi le crane, avant de les conduire dans les chambres à gaz.

Les conditions dans lesquelles se déroulèrent les massacres étaient particulièrement atroces, les camps étant utilisés au-delà de leur capacité. Pour ne citer qu’un exemple, celui du camp de Treblinka, le dernier des camps de l’Aktion Reinhard à avoir été construit, près de Varsovie. Mis entre les mains d’un commandant incompétent, Irmfried Eberl, un médecin de l’organisation T4, le camp travaillait au-delà de sa capacité d’usine de mort. Voici la description qu’en faisait Franz Stangl, commandant de Sobibor muté à Treblinka par Globocnik en août 1942 pour redresser la situation :

*« Je me rendis à Treblinka en voiture, avec un chauffeur SS. Nous pouvions sentir l’odeur à des kilomètres de distance. La route suivait le tracé de la voie ferrée. A quinze ou vingt minutes de voiture de Treblinka nous avons commencé à voir des cadavres le long de la voie ferrée, d’abord deux ou trois, puis d’avantage, et, en arrivant à la gare, il y en avait des centaines, semblait-il, juste couchés là, ils s’y trouvaient évidemment depuis des jours, dans la chaleur. Dans la gare, il y avait un train plein de juifs, les uns morts, d’autres encore vivants…cela aussi avait l’air d’être là depuis des jours. Lorsque je suis entré dans le camp et que je suis sorti de voiture sur la place, j’ai eu de l’argent jusqu’aux genoux. Je ne savais de quel côté de me tourner, où aller. Je pataugeais dans les billets de banque, la monnaie, les pierres précieuses, les bijoux, les vêtements…L’odeur était indescriptible, des centaines, non des milliers de cadavres partout, en décomposition, en putréfaction. De l’autre côté de la place, dans les bois, à quelques centaines de mètres seulement de l’autre côté de la barrière en fil de fer barbelé, tout autour du périmètre du camp, il y avait des tentes et des feux de camps avec des groupes de gardes ukrainiens et des filles – des prostitués, je l’appris plus tard, venues de toute la campagne environnante – gesticulant, ivres, dansant, chantant, jouant de la musique. »*

Le camp fonctionnait à son maximum : on tuait encore et encore, en laissant les cadavres pourrir à l’air libre. On remplissait les chambres à gaz au maximum, les morts n’avaient même plus suffisamment d’espace pour tomber. Quand les chambres étaient remplies au maximum, on envoyait encore les enfants par dessus la tête des adultes. La mort était lente dans ces chambres à gaz : à Belzec, on gazait au diesel, avec un moteur de sous-marin qui tombait parfois en panne. A Sobibor (et Treblinka) au monoxyde de carbone. Jusqu’à la fin 1942, on enterrait les cadavres dans des fosses communes (ou les cadavres remontaient parfois à la surface), ce n’est qu’à la fin 1942 qu’apparu la crémation des cadavres dans les camps de l’Aktion Reinhard.

Toutes les méthodes étaient bonnes pour le massacre : les témoins rapportent avoir vu circuler des trains fantômes : les déportés étaient déjà morts avant même l’arrivée, après être restés durant des jours dans la chaleur des wagons. On les y empoisonnait aussi en répandant dans les wagons du chlorure de chaux [désinfectant équivalent à l’eau de javel, qui servait normalement à assainir les fosses communes]. On (les bataillons de l’*Orpo* et la *Hilfspolizei* levée sur place) continuait aussi de massacrer sur place, par fusillades, notamment en Pologne de l’Est.

1. **Bilan**

Pour l’ensemble du territoire du GG le bilan était effroyable : 850.000 juifs exterminés dans les camps de l’ « Aktion Reinhard » entre la fin juillet et le début octobre. Ces « sites » d’extermination (certains historiens comme Karin Orth proposent de les appeler ainsi pour souligner leur caractère provisoire et leur vocation unique à l’extermination directe, contrairement aux « camps ») étaient sous l’autorité d’Odilo Globocnik, SSPF de Lublin, et sous l’autorité directe de Himmler (et donc totalement distincts de la structure des camps de l’IKL).

Voici quelques chiffres, d’après les estimations de Dieter Pohl.

Belzec : de mars à décembre 1942, 435.000 victimes, 3 survivants

Sobibor : d’avril à juin 1942, puis d’octobre 1942 à octobre 1943, de 160 à 200.000 victimes, 40 survivants

Treblinka : de juillet 1942 à août 1943, 850.000 victimes, 50 survivants

1. **La dernière phase de la Solution Finale en Pologne**

En une année, sans doute 1,5 million de juifs du GG avaient été exterminés, et moins de 300.000 juifs nécessaires au travail avaient été épargnés.

1. **Entre production et extermination**

Les dernières étapes du processus de liquidation de cette population juive furent scandées par une dialectique entre le besoin de conserver ces juifs pour des tâches productives (soulignées par une partie des responsables allemands) et la volonté exterminatrice (soutenue en premier lieu par Himmler).

Ces deux priorités différentes divisaient les différentes autorités allemandes :

A l’été 1942 déjà les rapports de l’inspection de l’armement (l’organisme de l’armée qui supervisait la production de guerre) dénonçaient la désorganisation considérable de la production et la diminution de la main d’œuvre dues aux déportations et à l’extermination. L’inspection de l’armement menait campagne contre le plan d’extermination de Himmler. L’OKW, le commandement central de la Wehrmacht, se dissociait de cette résistance locale et approuvait Himmler.

Au sein même de la SS les positions étaient assez divergentes : Krüger, HSSPF du gouvernement général, essaya à plusieurs reprises de parvenir à des accords avec l’inspection de l’armement, il tentait de ne pas trop ébranler la production de guerre. Globocnik et Himmler étaient entièrement dévoués au plan d’extermination.

1. **Regrouper et exterminer : printemps 1943**

En octobre 1942, à la suite d’une rencontre à Lublin entre Himmler et Globocnik, on arriva au schéma suivant : les petits ateliers (moins stratégiques) qui travaillaient au service de l’armée seraient transférés et rassemblés dans des camps sous l’autorité de la SS ; quant aux ouvriers travaillant dans l’industrie de l’armement *stricto sensu*, on transformerait leurs lieux de travail en camp de concentration.

Ainsi, la totalité des travailleurs juifs subsistant devaient passer sous l’autorité de la SS. De toute façon, cet arrangement n’était que provisoire puisque, à terme (et même à court terme) on se débarrasserait même de ces travailleurs juifs.

Ces opérations de regroupement et de transfert permettaient à chaque fois le meurtre d’une partie des travailleurs juifs, jugés superflus. Ainsi, entre janvier et mars 1943, la population juive du GG était passée de 300 à 200.000 personnes : 100.000 juifs avaient ainsi été assassinés.

Le 19 avril fut lancé le transfert de ce qui restait du ghetto de Varsovie (70.000 juifs) vers Lublin. L’évacuation du Ghetto par la SS rencontra pour la première fois une résistance armée. L’insurrection du Ghetto était aussi héroïque que sans espoir – une quinzaine d’allemands furent abattus, une centaine blessés. Le 16 mai, le général SS Stroop déclara la fin de l’opération : 56.000 juifs s’étaient rendus, 7000 furent abattus, 7000 envoyés à Treblinka, le reste envoyé vers Lublin (15.000) ou d’autres camps de travail.

1. **La liquidation des derniers travailleurs juifs (mai-novembre 1943)**

En mai 1943, le conflit entre production et extermination se répétait une nouvelle fois : le 12 mai, Himmler ordonna à Krüger de liquider le plus vite possible tous les juifs restant dans le GG. Des responsables locaux de l’administration civile, le général Max Schindler (chef de l’inspection de l’armement) et Krüger lui-même cherchèrent à s’y opposer, car ils jugeaient que ces juifs, ouvriers spécialisés, ne pouvaient pas être remplacés par des Polonais. Lors d’une rencontre Himmler-Hitler du 19 juin 1943, Hitler arbitra ce conflit en donnant raison à Himmler – il fallait achever l’extermination dans les 4 mois,

Au cours de l’été 1943, la plupart des ghettos restants et des camps de travail ou avaient été rassemblés les travailleurs juifs furent liquidés – souvent par fusillade. Les massacres étaient presque quotidiens.

Le 3 novembre était lancée la dernière grande opération : Erntefest (fête de la moisson). Trois immenses fosses avaient été creusées dans le camp de Majdanek. On sélectionna les détenus juifs du camp, tandis que des colonnes de milliers de travailleurs forcés juifs des camps de travail des alentours rejoignaient le site. Tandis que des haut-parleurs diffusaient de la musique militaire ou légère pour couvrir le bruit des fusillades, on exécuta jusqu’à la tombée de la nuit. Les détenus devaient s’allonger nus, face contre terre, sur les cadavres des victimes précédentes, les SS passaient et tiraient dans la nuque, puis ils ordonnaient à un groupe suivant de s’allonger, et ainsi de suite. Au bout du compte, 18 juifs furent massacrés en une journée. Des massacres semblables eurent lieu dans d’autres camps de travail : le bilan dans le district de Lublin était de 40 à 43.000 victimes (sur 45.000 travailleurs juifs encore vivants en juin). D’autres liquidations eurent lieu dans les districts de Cracovie et de Lemberg.

Ce qui restait de travailleurs survivants furent reversés dans le système concentrationnaire de l’IKL.

1. **Autres territoires occupés de l’Est**
2. **Les territoires polonais annexés au grand Reich**

On traite à présent des parties de la Pologne non pas occupée, comme le GG, mais directement rattachées au territoire du Reich et constituant de nouveaux Gaue.

1. **Le Warthegau**

Le Gauleiter Arthur Greiser joua un rôle particulier dans l’exécution de la Solution Finale dans cette partie annexée (ou plutôt reprise après l’intermède 1918-1939). Il disposait de ses entrées auprès de Hitler en personne et qui avait un contact étroit avec Himmler (car il était aussi SS-Obergruppenführer et investi particulièrement dans les questions de germanisation).

Greiser fut le premier responsable local à mettre en œuvre le processus d’extermination : En octobre-novembre 1941 il avait obtenu le transfert d’une unité de gazage par camions (monoxyde de carbone) auparavant rattachée à l’Aktion T4 (commandée par Herbert Lange), qui s’installa sur le site de Chelmno, 70km au Nord-ouest de Lodz (Litzmannstadt). Il y eût au total 152.000 victimes à Chelmno, essentiellement des juifs, mais aussi des tziganes.

Le site de Chelmno devint opérationnel en décembre 1941. On y gaza d’abord des juifs des 35 communes rurales du Warthegau. Ce n’est qu’ensuite, en janvier 1942, que commencèrent les déportations du ghetto de Lodz vers Chelmno. Le rythme des exterminations fut plus soutenu dans la première moitié de 1942 que dans la seconde moitié.

Dans sa correspondance avec Himmler de 1942, Greiser rappelait qu’il avait obtenu de Hitler carte blanche pour régler la question juive dans son domaine de pouvoir. Cela aboutit à préserver les juifs employés dans le ghetto de Lodz, qui étaient jugés utiles à la production : 90.000 personnes à la fin de 1942.

A la fin de 1943, on recensait encore 80.000 juifs vivant dans le ghetto de Lodz. La communauté juive de Lodz avait survécu avec un taux de pertes relativement bas comparé à l’extermination qui était en cours dans les autres territoires occupés. Himmler et la SS avaient tentés au cours de l’année 1943 de faire passer le ghetto sous leur contrôle en le transformant en un camp de concentration, voire en déplaçant ses pensionnaires vers Lublin (selon un processus analogue à celui qu’ils avaient employé dans le GG pour faire passer sous leur contrôle des juifs qui étaient jugés indispensables pour la main d’œuvre).

Au printemps 1944, le site de Chelmno fut remis en service. En juin 1944, le ghetto abritait encore 68.000 personnes. En août 1944, le ghetto fut finalement liquidé, en 3 semaines, les juifs de Lodz furent déportés essentiellement à Auschwitz. Le 18 février lorsque l’armée rouge entra à Lodz il n’y avait plus que 877 juifs.

1. **La Haute-Silésie (Oberschlesien)**

En Haute-Silésie, région particulièrement industrielle, le problème de la main d’œuvre juive se posait donc d’une façon particulièrement aigue. Les juifs pouvaient être employés sous la responsabilité du « représentant spécial du Reichsführer (…) pour l’emploi de la main d’œuvre étrangère en Haute-Silésie », Albrecht Schmelt, nommé le 15 octobre 1941. On parlait de « juifs-Schmelt ».

En février 1942, les premiers petits groupes de juifs à être gazés à Auschwitz furent 400 juifs des camps de travail de l’organisation Schmelt, trop âgés et affaiblis pour le travail. Ils furent encore gazés dans la morgue du crématorium d’Auschwitz I, convertie à cette occasion en chambre à gaz ainsi que cela avait été le cas précédemment pour le gazage des prisonniers russes. Ce n’est qu’après cela qu’on fit construire de nouvelles installations (« Bunker I ») à Auschwitz II, qui entrèrent en opération le 20 mars avec le gazage d’un nouveau groupe de « juifs Schmelt ».

En août 1942, une grande opération de sélection eu lieu dans les quartiers juifs de Haute-Silésie. 11.000 juifs furent déportés à Auschwitz et gazées, pratiquement sans sélection. 10.000 personnes aptes au travail furent versées dans les camps de l’organisation Schmelt. Quoiqu’il en soit, il était clair que l’emploi de cette main d’œuvre juive n’était que provisoire, ainsi que c’était le cas dans le GG.

A l’été 1943, à la suite de l’entrevue Himmler-Hitler du 19 juin (que nous avons évoqué plus haut), les déportations s’accélérèrent. Les ghettos et camps de travail étaient liquidés, par déportations à Auschwitz (où les sélections étaient extraordinairement sévères et seulement 1/5ème des déportés réchappèrent à la chambre à gaz). La population juive de Haute-Silésie s’était élevée à plus de 100.000 personnes au début 1940, il n’y avait plus que 50.000 juifs à la fin 1942, plus que quelques milliers survivaient encore à la fin de l’été 1943.

En septembre 1943, l’organisation Schmelt était devenue insignifiante et fut dissoute. Ses camps ce travail furent intégrés au système de l’IKL/WVHA, devenant des camps extérieurs des camps de concentration, Gross Rosen ou Auschwitz, les plus petits étant liquidés. Schmelt fut mis en disponibilité et placé sous investigation pour enrichissement personnel.

1. **Le district de Bialystok**

Rattaché au Reich, celui-ci était situé à l’intersection du GG, du Reichskommissariat Ostland, et du Reichskommissariat Ukraine. Il était placé sous la responsabilité d’Erich Koch, commissaire du Reich en Ukraine et chef de l’administration civile du district de Bialystok.

Le meurtre des juifs ne suivit pas le modèle des grandes fusillades, employé à l’Est, mais le schéma déportation-extermination, à l’instar de ce qui se pratiquait dans le Reich, auquel il était rattaché. Du 2 novembre 1942 jusqu’au mois de février 1943, on procéda à la liquidation des ghettos, par déportation vers Treblinka ou Auschwitz.

Un conflit survint alors entre les autorités centrales de la SS, responsables de l’extermination, et les autorités locales, inquiètes des conséquences de la disparition de la main d’œuvre juive – selon une problématique que nous avons vu à l’œuvre de façon récurrente. Un réservoir de main d’œuvre fut préservé à Bialystok, alors que le reste du district était vidé.

Ce n’est qu’à l’été 1943 (toujours suivant la même chronologie, dans la phase de radicalisation et de liquidation finale qui avait suivi la décision du 19 juin 1943) qu’on procéda à la liquidation (à la mi-août 1943). 11.000 travailleurs furent déportés avec leurs machines vers Majdanek ou d’autres camps prêt de Lublin (où ils seraient de toute façon liquidés en novembre 1943 dans le cadre de l’opération « Erntefest »). 20.000 juifs furent expédiés à Auschwitz ou Sobibor, d’autres furent exécutés sur place.

1. **Le « second coup de balais » dans les territoires russes occupés**
2. **La « sédentarisation » du massacre**

Les zones de la Pologne orientale (auparavant sous occupation russe), ainsi que les zones soviétiques occupées avaient été depuis l’été 1941 le théâtre des massacres des Einsatzgruppen de la SS et de la Police, ainsi que des unités roumaines. (On ne revient pas ici sur la « Shoah par balles »). Entre 1941 et le printemps 1941, 800.000 juifs avaient été massacrés dans ces territoires, ce qui signifie qu’il restait encore 1,5 millions de juifs y vivant sous occupation allemande.

A présent, ces zones étaient passées de l’administration militaire à l’administration civile, et des postes sédentaires de la Sipo et de l’Ordnungspolizei reprenaient en charge le travail réalisé auparavant par les groupes d’extermination mobiles.

Les troupes en charge des opérations étaient les unités de la police allemande : Orpo et réservistes (unités militarisées en fait), Gendarmerie, troupes de la SS et de la Wehrmacht qui participaient parfois volontairement ou étaient impliquées dans les massacres qui s’inséraient de la « lutte contre les partisans » (Banden-Bekämpfung). Un grand nombre d’auxiliaires locaux étaient aussi à la disposition de la police allemande : milices locales devenues *Schutzmannschaften* ou *Hilfspolizei* (300.000 hommes d’après Dieter Pohl – Ukrainiens, Lithuaniens…)beaucoup plus nombreux que les unités allemandes.

Après une courte pause des massacres à l’hiver 1941/42, les tueries de masse reprirent.

1. **Le Reichskommissariat d’Ukraine**

Dans le Reichskommissariat Ukraine, les massacres reprirent en mai 1942. Les massacres se déroulaient par fusillades, soit directement sur le terrain (dans les villages) soit sur des sites d’extermination aménagés à l’avance : des fosses communes situées à l’écart, dans des zones boisées. L’extermination s’accéléra à l’été 1942, sans doute sur impulsion de Himmler. A la fin du mois d’octobre intervint la liquidation de la dernière communauté juive importante, celle de Pinsk : ce massacre fit entre 16 et 26.000 victimes.

La campagne d’extermination fut particulièrement efficace en Ukraine du fait de la collaboration entre la SS et les autorités d’occupation. Le HSSPF d’Ukraine, Prützmann, et le commissaire du Reich, Koch, étaient sur la même longueur d’onde. Ainsi que le dit Dieter Pohl : « Les autorités civiles et la police de sécurité atteignirent une coopération harmonieuse dans le meurtre de masse. Les initiatives vinrent des deux côtés ».

A la fin du mois d’octobre, l’extermination était achevée (à l’exception de quelques milliers de travailleurs juifs – liquidés d’ici la fin 1942), plus rapidement que dans tout autre territoire sous occupation allemande. Dans les rapports de la SS, comme celui adressé à Himmler le 26 décembre 1942 par le HSSPF Prütsmann, l’exécution des juifs était présentée comme faisant partie du « combat contre les bandes ». Les victimes étaient comptabilisées en deux catégories : « bandits » et « complices et suspects » : c’est à cette deuxième rubrique qu’appartenaient les juifs. Prützmann estimait dans son rapport que 363 211 juifs avaient été exécutés.

1. **Le Reichskommissariat Ostland**

Ce territoire était placé sous la responsabilité du commissaire du Reich Hinrich Lohse, et se composait d’une part du commissariat général de « Ruthénie Blanche » (*Weißruthenien*, correspondant en gros à la Biélorussie), et d’autre part des pays baltes.

* 1. Weißruthenien

En Ruthénie Blanche, les fusillades reprirent, sur instruction centrale, en mai 1942, après l’accalmie de l’hiver. D’après un rapport du 31 juillet, elles avaient déjà fait près de 55.000 à cette date (en dix semaines). D’après Christian Gerlach, qui a consacré une monographie à l’occupation allemande en Biélorussie, ce chiffre représente la moitié du total des victimes de l’année 1942 : 110.000 victimes donc.

En avril 1943, la population juive était estimée à 22.000 personnes, dont plus d’une dizaine de milliers sans doute à Minsk : travailleurs préservés des massacres, et quelques milliers de juifs allemands déportés. En juillet 1943, la population juive était tombée à 16.000.

La dernière phase se déroula entre août et fin octobre 1943 – avec la liquidation des ghettos. Elle suit donc aussi la chronologie globale, avec la rencontre Hitler-Himmler du 19 juin 1943 qui avait décidé de la liquidation des derniers travailleurs juifs encore préservés. Soit par exécutions sur place, soit par déportation vers Majdanek, Sobibor, Auschwitz. Le ghetto de Minsk, qui comptait toujours une dizaine de milliers d’habitants, fut fermé définitivement le 23 octobre 1943.

* 1. Les Pays Baltes

La chronologie des différentes phases de l’extermination est différente pour le cas des pays baltes.

Des massacres de très grande ampleur s’étaient déroulés à l’arrivée des troupes allemandes en 1941, puis s’étaient presque totalement interrompus. Par exemple, la population juive de Lituanie était estimée à 34.000 personnes à la conférence de Wannsee, et à la mi-juillet 1943 elle comptait de 35 à 40.000 personnes (augmentation due à l’arrivée de déportés juifs du Reich).

Le point de rupture se situe ici seulement en juin 1943, avec la décision du 19 juin et un ordre de Himmler expédié le 21 juin 1943, précisant que tous les juifs du Reichskommissariat Ostland devaient être « transférés » (cad liquidés) avant le 1er août, terme bientôt repoussé.

A partir de l’été 1943, puis à l’automne, se déroula donc la liquidation des ghettos : soit par déportation à Auschwitz ou dans d’autres camps de travail, soit par liquidation sur place, ou encore transformation de certains ghettos en camps de concentration (ainsi par ex le ghetto de Kaunas), intégrés dans le système concentrationnaire. Il ne restait plus à la fin 1943 que quelques milliers de travailleurs juifs, tous confinés dans le système concentrationnaire.